

*L'Adresse—M<sup>me</sup> Collins*

• (1110)

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

### LE DISCOURS DU TRÔNE

ADRESSE EN RÉPONSE PROPOSÉE PAR M<sup>ME</sup> MARY COLLINS ET  
APPUYÉE PAR M. ALBERT GIRARD

La Chambre passe à l'étude du discours prononcé par Son Excellence le Gouverneur général du Canada à l'ouverture de la session.

**Mme Mary Collins (Capilano):** Monsieur le Président, j'ai le grand honneur de proposer la motion sur l'Adresse en réponse au discours du Trône. Je voudrais d'abord présenter mes hommages les plus respectueux à Son Excellence le Gouverneur général, l'honorable Jeanne Sauvé, et vous féliciter de votre élection à la présidence de la Chambre des communes. C'est un honneur bien particulier pour tous nos concitoyens de la Colombie-Britannique que vous ayez été choisi par vos pairs pour assumer cette lourde charge. Nous sommes très fiers en effet que vous soyez le premier représentant de notre province à occuper ce poste de prestige.

Votre tâche dans les mois à venir consistera à assurer le respect des règles et traditions de la Chambre. Vous devrez vous assurer aussi que les affaires de la nation soient menées ici de façon que tous les Canadiens seront fiers de cette institution. Je sais que tous les membres de mon parti sont résolus à vous appuyer pleinement dans vos nouvelles fonctions, et j'espère qu'il en est de même de tous les députés de cette Chambre.

[Traduction]

Avant de formuler mes observations sur le discours du trône, monsieur le Président, je voudrais rappeler mes origines et dire à quel point en tant que Canadienne et surtout en tant que native de la Colombie-Britannique, j'ai éprouvé cet été un sentiment de fierté inégalé depuis 1967. Nous avons organisé cet été une fête, «Expo 86». Les gens du monde entier sont venus et viennent encore en nombre record en Colombie-Britannique. Cette exposition a permis non seulement de mettre en évidence l'évolution dans les domaines des transports et des communications, mais également de faire mieux connaître notre pays, qui est aimé du monde entier. Tous les visiteurs étrangers en ont conclu ce que nous savons depuis toujours, à savoir que notre pays est incomparable.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Collins:** Notre peuple, nos ressources, notre énergie et nos réalisations sont sans pareils dans le monde entier. Je suis persuadée que tous les députés se joindront à moi pour remercier et féliciter tous ceux qui ont contribué au succès d'Expo 86.

Aujourd'hui, je tiens à dire à quel point j'apprécie l'honneur que le premier ministre (M. Mulroney) a fait aux habitants de Capilano et de la Colombie-Britannique en m'invitant à proposer l'Adresse en réponse au discours du trône. C'est en 1896—il y a 90 ans—que cet honneur est revenu à un député de la Colombie-Britannique pour la dernière fois. À l'époque, le député de Nanaimo, M. McInnes, s'est plaint du fait que la

Colombie-Britannique versait 2 millions de dollars annuellement au Trésor fédéral, et qu'en moyenne, le plus fort montant jamais reçu par notre province au titre des dépenses publiques s'élevait à 1.2 millions de dollars. Il a déclaré qu'il espérait que le choix d'un député de la Colombie-Britannique pour ouvrir le débat sur le discours du trône était la preuve «qu'enfin, nous avons dans ce pays un gouvernement qui reconnaît l'importance de cette grande province de l'extrême ouest et est prêt à lui appliquer une politique libérale».

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**Mme Collins:** Plus ça change, plus ça demeure pareil.

[Traduction]

Ces observations vont dans le sens du message du discours du trône et de mes remarques d'aujourd'hui, étant donné que nous souhaitons que toutes les régions, tous les coins du pays et tous les Canadiens profitent de la prospérité du Canada.

La force du Canada dépend de ses régions les plus éloignées. L'un des plus grands défis que doit relever notre gouvernement consiste à s'assurer que les mesures et les programmes qu'il adoptera seront justes et offriront des débouchés à tous les Canadiens, qu'ils habitent dans le centre-ville de Toronto ou dans une ville aussi éloignée que Tuktoyaktuk, qu'ils résident à Come-by-Chance, à Terre-Neuve ou à Ucluelet dans l'île de Vancouver.

Il y a presque deux ans, le 5 novembre 1984, le gouvernement fédéral a, dans un discours du trône, établi pour notre pays un nouveau programme qui prévoyait, en fait, un nouveau départ. A peine deux mois auparavant, en se prévalant de leurs droits démocratiques, les Canadiens avaient souscrit avec enthousiasme à ce genre de programme. Ils souhaitaient repartir d'un bon pied. Ils étaient las de la confrontation et la récession les inquiétait. Ils avaient subi les durs contrecoups du chômage, des taux d'intérêt élevés et de l'inflation. Ils se rendaient bien compte au fond que ce n'était ni leur faute ni celle du pays et que ce dont ils avaient besoin, c'était d'une nouvelle direction d'idées et de méthodes novatrices, de solutions nouvelles, et de prendre un nouveau départ.

Le gouvernement s'est engagé dans ce premier discours à repartir à neuf dans quatre grands domaines de la vie canadienne—le renouveau économique, la réconciliation nationale, le rayonnement international, et la justice sociale. Dans les deux années qui se sont écoulées depuis, nous avons accomplis des progrès dans ces quatre domaines, bien qu'il reste encore beaucoup à faire. Hier, les Canadiens ont entendu leur gouvernement s'engager à mener à terme la tâche qu'il a amorcée et à respecter sa promesse de recommencer à neuf.

Je voudrais aujourd'hui me pencher sur les aspects fondamentaux de notre programme qui sont essentiels pour concrétiser l'idée que nous nous faisons du Canada en tant que nation moderne, tolérante et bienveillante dont les citoyens vivent dans la sécurité et la prospérité. Commençons par le renouveau économique dont nous avons fait notre objectif prioritaire le 5 novembre 1984. Or, pour permettre à l'ensemble des Canadiens de mener une vie prospère et productive, ce qui est notre objectif, il convient de leur donner des possibilités d'emploi. Nous comptons plus de un demi million de travailleurs de plus aujourd'hui par rapport à il y a deux ans, et plus de 80 p. 100 d'entre eux occupent un emploi à plein temps. En Colombie-